

Ukraine, énergie et industrie... Où sont les intérêts de la France ?

Article rédigé par *Polémia*, le 17 octobre 2022

Source [Polémia] : Nous n'en sommes pas encore à avoir projeté en Ukraine nos soldats (du moins officiellement), c'est-à-dire nos pères, nos frères, nos fils. Non, c'est vrai. Le Français ne voit pas, ne vit pas, pour l'heure, l'extraordinaire violence de la guerre de haute intensité. Mais la France, et avec elle l'Europe, est engagée dans ce conflit ukrainien, à travers des livraisons d'armements largement commentées ainsi que par les multiples sanctions économiques, financières et énergétiques appliquées à la Russie. Qu'avons-nous donc à faire dans ce conflit, opposant essentiellement des cousins slaves ?

Vers une crise énergétique et industrielle

En mettant en œuvre tous ces « paquets » de sanctions, la France défend-elle ses intérêts ? L'Europe y défend-elle sa civilisation ? La question mérite d'être posée. Oublie-t-on que les sanctions sont à double tranchant ? Et que couper les Européens d'une énergie facile d'accès et peu chère – le gaz russe – c'est les priver eux et leurs industries de ce qui fait la sève de l'économie ?

Car qu'est-ce que l'économie, l'industrie, sinon la transformation de l'énergie, de la calorie, en valeur ajoutée ? Il se peut que nous assistions à un nouveau suicide européen, un suicide industriel cette fois-ci.

Le mitron belge, asphyxié, ne peut allumer ses fours à pains[2], le tourneur-fraiseur et le chimiste allemand se préparent à une reconversion professionnelle alors que leur pays risque de devenir un « musée industriel » [3] et le Français se voit à nouveau materné, enjoint de porter un col roulé par les plus hauts représentants de l'État, prié de se plier à la sobriété énergétique. Mais surtout, il voit son industrie et son artisanat à nouveau frappés de plein fouet par une politique de sanctions aux justifications contestables.

Les intérêts vitaux de la France seraient-ils mis en danger par la guerre, justement condamnable, que mène la Russie en Ukraine ? Rien n'est moins sûr et pourtant, nos dirigeants imposent à notre industrie, à notre économie déjà si mal en point de nouveaux boulets que nous traînerons des décennies durant. Car au-delà de la perte de productivité et de profit induite par une explosion des coûts de l'énergie s'ajoutera le financement des différents boucliers tarifaires que l'État met en place pour amortir le choc d'une crise des plus violentes. Choc que les ménages, les Français, sentiront dans quelques mois, quand il s'agira de consacrer toujours plus de ressources au remboursement d'une dette qui ne fait que se creuser[4].

L'impact des sanctions sur l'économie russe à court terme reste faible. Son économie et ses finances font jusqu'à présent preuve de résilience[5]. La décision de l'OPEP+ de réduire sa production de pétrole joue en faveur du Kremlin.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

